



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ Αρ. Φύλλου 63

24 Μαρτίου 1998

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2595

Κύρωση του Πρόσθετου Πρωτοκόλλου στον Ευρωπαϊκό Κοινωνικό Χάρτη (1988) και του Πρόσθετου Πρωτοκόλλου στον Ευρωπαϊκό Κοινωνικό Χάρτη που προβλέπει Μηχανισμό Συλλογικών Αναφορών (1995).

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος το Πρόσθετο Πρωτόκολλο στον Ευρωπαϊκό Κοινωνικό Χάρτη του Συμβουλίου της Ευρώπης, που υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 5 Μαΐου 1988 και το Πρόσθετο Πρωτόκολλο στον Ευρωπαϊκό Κοινωνικό Χάρτη που προβλέπει Μηχανισμό Συλλογικών Αναφορών (1995) του Συμβουλίου της Ευρώπης, που υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 9 Νοεμβρίου 1995, το κείμενο των οποίων σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Protocole additionnel

a la Charte sociale europeenne

(Strasbourg, 5.V.1988)

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole,

Résolus à prendre de nouvelles mesures propres à élargir la protection des droits sociaux et économiques garantie par la Charte sociale européenne, ouverte à la signature à Turin le 18 octobre 1961 (ci-après dénommée «la Charte»),

Sont convenus de ce qui suit:

Partie I

Les Parties reconnaissent comme objectif d'une politique qu'elles poursuivront par tous les moyens utiles, sur les plans national et international, la réalisation de conditions propres à assurer l'exercice effectif des droits et principes suivants:

1 Tous les travailleurs ont droit à l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, sans discrimination fondée sur le sexe.

2 Les travailleurs ont droit à l'information et à la consultation au sein de l'entreprise.

3 Les travailleurs ont le droit de prendre part à la détermination et à l'amélioration des conditions de travail et du milieu du travail dans l'entreprise.

4 Toute personne âgée a droit à une protection sociale.

Partie II

Les Parties s'engagent à se considérer comme liées, ainsi que prévu à la partie III, par les obligations résultant des articles ci-après:

Article 1 — Droit à l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, sans discrimination fondée sur le sexe

1 En vue d'assurer l'exercice effectif du droit à l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession sans discrimination fondée sur le sexe, les Parties s'engagent à reconnaître ce droit et à prendre les mesures appropriées pour en assurer ou en promouvoir l'application dans les domaines suivants:

-accès à l'emploi, protection contre le licenciement et réinsertion professionnelle;

— orientation et formation professionnelles, recyclage, réadaptation professionnelle;

— conditions d'emploi et de travail, y compris la rémunération;

— déroulement de la carrière, y compris la promotion.

2 Ne seront pas considérées comme des discriminations au sens du paragraphe 1 du présent article les dispositions relatives à la protection de la femme, notamment en ce qui concerne la grossesse, l'accouchement et la période postnatale.

3 Le paragraphe 1 du présent article ne fait pas obstacle à l'adoption de mesures spécifiques visant à remédier à des inégalités de fait.

4 Pourront être exclues du champ d'application du présent article, ou de certaines de ses dispositions, les activités professionnelles qui, en raison de leur nature ou des conditions de leur exercice, ne peuvent être confiées qu'à des personnes d'un sexe donné.

Article 2 — Droit à l'information et à la consultation

1 En vue d'assurer l'exercice effectif du droit des travailleurs à l'information et à la consultation au sein de l'entreprise, les Parties s'engagent à prendre ou à promouvoir des mesures permettant aux travailleurs ou à leurs représentants, conformément à la législation et la pratique nationales:

a d'être informés régulièrement ou en temps opportun et d'une manière compréhensible de la situation économique et financière de l'entreprise qui les emploie, étant entendu que la divulgation de certaines informations pouvant porter préjudice à l'entreprise pourra être refusée ou qu'il pourra être exigé que celles-ci soient tenues confidentielles; et

b d'être consultés en temps utile sur les décisions envisagées qui sont susceptibles d'affecter substantiellement les intérêts des travailleurs et notamment sur celles qui auraient des conséquences importantes sur la situation de l'emploi dans l'entreprise.

2 Les Parties pourront exclure du champ d'application du paragraphe 1 du présent article les entreprises dont les effectifs n'atteignent pas un seuil déterminé par la législation ou la pratique nationales.

Article 3 — Droit de prendre part à la détermination et à l'amélioration des conditions de travail et du milieu du travail

1 En vue d'assurer l'exercice effectif du droit des travailleurs de prendre part à la détermination et à l'amélioration des conditions de travail et du milieu du travail dans l'entreprise, les Parties s'engagent à prendre ou à promouvoir des mesures permettant aux travailleurs ou à leurs représentants, conformément à la législation et à la pratique nationales, de contribuer:

a à la détermination et à l'amélioration des conditions de travail, de l'organisation du travail et du milieu du travail;

b à la protection de la santé et de la sécurité au sein de l'entreprise;

c à l'organisation de services et facilités sociaux et socio-culturels de l'entreprise;

d au contrôle du respect de la réglementation en ces matières.

2 Les Parties pourront exclure du champ d'application du paragraphe 1 du présent article les entreprises dont les effectifs n'atteignent pas un seuil déterminé par la législation ou la pratique nationales.

Article 4 — Droit des personnes âgées à une protection sociale

En vue d'assurer l'exercice effectif du droit des personnes âgées à une protection sociale, les Parties s'engagent à prendre ou à promouvoir, soit directement soit en coopération avec les organisations publiques ou privées, des mesures appropriées tendant notamment:

1 à permettre aux personnes âgées de demeurer le plus longtemps possible des membres à part entière de la société, moyennant:

a des ressources suffisantes pour leur permettre de mener une existence décente et de participer activement à la vie publique, sociale et culturelle;

b la diffusion des informations concernant les services et les facilités existant en faveur des personnes âgées et les possibilités pour celles-ci d'y recourir;

2 à permettre aux personnes âgées de choisir librement leur mode de vie et de mener une existence indépendante dans leur environnement habituel aussi longtemps qu'elles le souhaitent et que cela est possible, moyennant:

a la mise à disposition de logements appropriés à leurs besoins et à leur état de santé ou d'aides adéquates en vue de l'aménagement du logement;

b les soins de santé et les services que nécessiterait leur état;

3 à garantir aux personnes âgées vivant en institution l'assistance appropriée dans le respect de la vie privée, et la participation à la détermination des conditions de vie dans l'institution.

Partie III

Article 5 — Engagements

1 Chacune des Parties s'engage:

a à considérer la partie I du présent Protocole comme une déclaration déterminant les objectifs dont elle poursuivra par tous les moyens utiles la réalisation, conformément aux dispositions du paragraphe introductif de ladite partie;

b à se considérer comme liée par un ou plusieurs articles de la partie II du présent Protocole.

2 Le ou les articles choisis conformément aux dispositions de l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article seront notifiés au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe par l'Etat contractant au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3 Chacune des Parties pourra, à tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Secrétaire Général qu'elle se considère comme liée par tout autre article figurant dans la partie II du présent Protocole et qu'elle n'avait pas encore accepté conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article. Ces engagements ultérieurs seront réputés partie intégrante de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation et porteront les mêmes effets dès le trentième jour suivant la date de la notification.

Partie IV

Article 6 — Contrôle du respect des obligations souscrites

Les Parties présenteront des rapports relatifs à l'application des dispositions de la partie II du présent Protocole qu'elles auront acceptées dans le cadre des rapports établis en vertu de l'article 21 de la Charte.

Partie V

Article 7 — Mise en œuvre des engagements souscrits

1 Les dispositions pertinentes des articles 1 à 4 de la partie II du présent Protocole peuvent être mises en œuvre par:

a la législation ou la réglementation;

b des conventions conclues entre employeurs ou organisations d'employeurs et organisations de travailleurs;

c une combinaison de ces deux méthodes; ou

d d'autres moyens appropriés.

2 Les engagements découlant des articles 2 et 3 de la partie II du présent Protocole seront considérés comme remplis dès lors que ces dispositions seront appliquées, conformément au paragraphe 1 du présent article, à la grande majorité des travailleurs intéressés.

Article 8 — Relations entre la Charte et le présent Protocole

1 Les dispositions du présent Protocole ne portent pas atteinte aux dispositions de la Charte.

2 Les articles 22 à 32 et 36 de la Charte s'appliquent, *mutatis mutandis*, au présent Protocole.

Article 9 — Application territoriale

1 Le présent Protocole s'applique au territoire métropolitain de chaque Partie. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, préciser, par déclaration faite au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, le territoire qui est considéré à cette fin comme son territoire métropolitain.

2 Tout Etat contractant peut, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation du présent Protocole, ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que le Protocole, en tout ou en partie, s'appliquera à celui ou à ceux des territoires non métropolitains désignés dans ladite déclaration et dont il assure les relations internationales ou dont il assume la responsabilité internationale. Il spécifiera dans cette déclaration le ou les articles de la partie II du présent Protocole qu'il accepte comme obligatoires en ce qui concerne chacun des territoires désignés dans la déclaration.

3 Le présent Protocole entrera en vigueur à l'égard du territoire ou des territoires désignés dans la déclaration visée au paragraphe précédent à partir du trentième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire Général aura reçu la notification de cette déclaration.

4 Toute Partie pourra, à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que, en ce qui concerne un ou plusieurs des territoires auxquels le présent Protocole s'applique en vertu du paragraphe 2 du présent article, elle accepte comme obligatoire tout article qu'elle n'avait pas encore accepté en ce qui concerne ce ou ces territoires. Ces engagements ultérieurs seront réputés partie intégrante de la déclaration originale en ce qui concerne le territoire en question et porteront les mêmes effets à partir du trentième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire Général aura reçu la notification de cette déclaration.

Article 10 — Signature, ratification, acceptation, approbation et entrée en vigueur

1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la Charte. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne pourra ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié la Charte. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2 Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3 Pour tout Etat signataire qui le ratifiera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 11 — Dénonciation

1 Aucune Partie ne peut dénoncer le présent Protocole avant l'expiration d'une période de cinq ans après la date à laquelle le Protocole est entré en vigueur en ce qui la concerne, ou avant l'expiration de toute autre période ultérieure de deux ans et, dans tous les cas, un préavis de six mois sera notifié au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Cette dénonciation n'affecte pas la validité du Protocole à l'égard des autres Parties sous réserve que le nombre de celles-ci ne soit jamais inférieur à trois.

2 Toute Partie peut, aux termes des dispositions énoncées dans le paragraphe précédent, dénoncer tout article de la partie II du présent Protocole qu'elle a accepté, sous réserve que le nombre des articles auxquels cette Partie est tenue ne soit jamais inférieur à un.

3 Toute Partie peut dénoncer le présent Protocole ou tout article de la partie II du Protocole aux conditions prévues au paragraphe 1 du présent article, en ce qui concerne tout territoire auquel s'applique le Protocole en vertu d'une déclaration faite conformément aux paragraphes 2 et 4 de l'article 9.

4 Toute Partie liée par la Charte et par le présent Protocole, qui aura dénoncé la Charte aux termes des dispositions du paragraphe 1 de l'article 37 de celle-ci, sera considérée comme ayant dénoncé aussi le Protocole.

Article 12 — Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et au Directeur général du Bureau international du travail:

a toute signature;

b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à ses articles 9 et 10;

d tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

Article 13 — Annexe

L'annexe au présent Protocole fait partie intégrante de celui-ci.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 5 mai 1988, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

Annexe au Protocole

Portée du Protocole en ce qui concerne les personnes protégées

1 Les personnes visées aux articles 1 à 4 ne comprennent les étrangers que dans la mesure où ils sont des ressortissants des autres Parties résidant légalement ou travaillant régulièrement sur le territoire de la Partie intéressée étant entendu que les articles susvisés seront interprétés à la lumière des dispositions des articles 18 et 19 de la Charte.

La présente interprétation n'exclut pas l'extension de droits analogues à d'autres personnes par l'une quelconque des Parties.

2 Chaque Partie accordera aux réfugiés répondant à la définition de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole du 31 janvier 1967 et résidant régulièrement sur son territoire un traitement aussi favorable que possible et en tout cas non moins favorable que celui auquel elle s'est engagée en vertu de ces instruments ainsi que de tous autres accords internationaux existants et applicables aux réfugiés mentionnés ci-dessus.

3 Chaque Partie accordera aux apatrides répondant à la définition de la Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides et résidant régulièrement sur son territoire un traitement aussi favorable que possible et en tout cas non moins favorable que celui auquel elle s'est engagée en vertu de cet instrument ainsi que de tous autres accords internationaux existants et applicables aux apatrides mentionnés ci-dessus.

Article 1

Il est entendu que les matières relevant de la sécurité sociale, ainsi que les dispositions relatives aux prestations de chômage, aux prestations de vieillesse et aux prestations de survivants, peuvent être exclues du champ d'application de cet article.

Article 1, paragraphe 4

Cette disposition ne saurait être interprétée comme obligeant les Parties à arrêter par la voie législative ou réglementaire la liste des activités professionnelles qui, en raison de leur nature ou des conditions de leur exercice, peuvent être réservées à des travailleurs d'un sexe déterminé.

Articles 2 et 3

1 Aux fins d'application de ces articles, les termes «représentants des travailleurs» désignent des personnes reconnues comme telles par la législation ou la pratique nationales.

2 Les termes «la législation et la pratique nationales» visent, selon le cas, outre les lois et les règlements, les conventions collectives, d'autres accords entre les employeurs et les représentants des travailleurs, les usages et les décisions judiciaires pertinentes.

3 Aux fins d'application de ces articles, le terme «entreprise» est interprété comme visant un ensemble d'éléments matériels et immatériels, ayant ou non la personnalité juridique, destiné à la production de biens ou à la prestation de services, dans un but économique, et disposant du pouvoir de décision quant à son comportement sur le marché.

4 Il est entendu que les communautés religieuses et leurs institutions peuvent être exclues de l'application de ces articles même lorsque ces institutions sont des entreprises au sens du paragraphe 3. Les établissements poursuivant des activités inspirées par certains idéaux ou guidées par certains concepts moraux, idéaux et concepts protégés par la législation nationale, peuvent être exclus de l'application de ces articles dans la mesure nécessaire pour protéger l'orientation de l'entreprise.

5 Il est entendu que, lorsque dans un Etat les droits énoncés dans les articles 2 et 3 sont exercés dans les divers établissements de l'entreprise, la Partie concernée doit être considérée comme satisfaisant aux obligations découlant de ces dispositions.

Article 3

Cette disposition n'affecte ni les pouvoirs et obligations des Etats en matière d'adoption de règlements concernant l'hygiène et la sécurité sur les lieux de travail ni les compétences et responsabilités des organes chargés de surveiller le respect de leur application.

Les termes « services et facilités sociaux et socio-culturels » visent les services et facilités de nature sociale et/ou culturelle qu'offrent certaines entreprises aux travailleurs tels qu'une assistance sociale, des terrains de sport, des salles d'allaitement, des bibliothèques, des colonies de vacances, etc.

Article 4, paragraphe 1

Aux fins d'application de ce paragraphe, l'expression « le plus longtemps possible » se réfère aux capacités physiques, psychologiques et intellectuelles de la personne âgée.

Article 7

Il est entendu que les travailleurs exclus conformément au paragraphe 2 de l'article 2 et au paragraphe 2 de l'article 3 ne sont pas pris en compte lors de l'établissement du nombre des travailleurs intéressés.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ
ΣΤΟΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΩΝΙΚΟ ΧΑΡΤΗ

ΣΤΡΑΣΒΟΥΡΓΟ 5 Μαΐου 1988

Τα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που υπογράφουν το παρόν Πρωτόκολλο,

ΑΠΟΦΑΣΙΣΜΕΝΑ να λάβουν νέα μέτρα για τη διεύρυνση της προστασίας των κοινωνικών και οικονομικών δικαιωμάτων που εγγυάται ο Ευρωπαϊκός Κοινωνικός Χάρτης, που υπογράφηκε στο Τορίνο στις 18 Οκτωβρίου 1961 (στο εξής ο "Χάρτης"),

ΣΥΜΦΩΝΟΥΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

Μέρος I

Τα Μέρη αναγνωρίζουν ως στόχο της πολιτικής που θα ακολουθήσουν με όλα τα απαραίτητα μέσα, σε εθνικό και διεθνές επίπεδο, την πραγματοποίηση των κατάλληλων συνθηκών για την εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης των ακόλουθων δικαιωμάτων και αρχών:

1. Όλοι οι εργαζόμενοι έχουν δικαίωμα στην ισότητα ευκαιριών και μεταχείρισης στον τομέα της απασχόλησης και του επαγγέλματος, χωρίς διάκριση λόγω φύλου.

2. Οι εργαζόμενοι έχουν δικαίωμα στην πληροφόρηση και στη διαβούλευση στους κόλπους της επιχείρησης.

3. Οι εργαζόμενοι έχουν δικαίωμα να λαμβάνουν μέρος στον καθορισμό και στη βελτίωση των συνθηκών εργασίας και του επιπέδου της εργασίας στην επιχείρηση.

4. Κάθε ηλικιωμένο άτομο έχει δικαίωμα στην κοινωνική προστασία.

Μέρος II

Τα Μέρη υποχρεούνται να θεωρήσουν, όπως προβλέπεται και στο μέρος III, ότι δεσμεύονται από τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τα ακόλουθα άρθρα:

Άρθρο 1
Δικαίωμα στην ισότητα ευκαιριών και μεταχείρισης στον τομέα της απασχόλησης και του επαγγέλματος, χωρίς διάκριση λόγω του φύλου

1. Για την εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος της ισότητας ευκαιριών και μεταχείρισης στον τομέα της απασχόλησης και του επαγγέλματος χωρίς διάκριση λόγω φύλου, τα Μέρη δεσμεύονται να αναγνωρίσουν το δικαίωμα αυτό και να λάβουν τα κατάλληλα μέτρα για να διασφαλίσουν ή να προάγουν την εφαρμογή του στους ακόλουθους τομείς:

- στην πρόσβαση στην απασχόληση, στην προστασία κατά της απόλυσης και στην επαγγελματική επανένταξη
- στον επαγγελματικό προσανατολισμό, κατάρτιση, επιμόρφωση και επαγγελματική αναπροσαρμογή
- στους όρους απασχόλησης και τις συνθήκες εργασίας, συμπεριλαμβανομένης της αποζημίωσης
- στην εξέλιξη της σταδιοδρομίας, συμπεριλαμβανομένης της προαγωγής.

2. Δεν θεωρούνται διακρίσεις κατά την πρώτη παράγραφο του παρόντος άρθρου οι διατάξεις για την προστασία της γυναίκας, ιδιαίτερα όσον αφορά την εγκυμοσύνη, τον τοκετό και τη λοχεία.

3. Η παράγραφος 1 του παρόντος άρθρου δεν εμποδίζει τη λήψη ειδικών μέτρων που στοχεύουν στην εξάλειψη των υφιστάμενων ανισοτήτων.

4. Μπορούν να εξαιρεθούν από το πεδίο εφαρμογής του παρόντος άρθρου ή συγκεκριμένων διατάξεών του, οι επαγγελματικές δραστηριότητες που εξαιτίας της φύσης ή των συνθηκών άσκησής τους δεν μπορούν να ανατεθούν παρά μόνο σε άτομα ορισμένου φύλου.

Άρθρο 2
Δικαίωμα στην ενημέρωση και στη διαβούλευση

1. Για την εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος των εργαζομένων στην ενημέρωση και διαβούλευση στους κόλπους της επιχείρησης, τα Μέρη δεσμεύονται να λάβουν ή να προωθήσουν μέτρα που να επιτρέπουν στους εργαζομένους ή στους εκπροσώπους τους, σύμφωνα με τη νομοθεσία και την εθνική πρακτική:

α. να ενημερώνονται τακτικά ή σε κατάλληλο χρόνο και με τρόπο κατανοητό για την οικονομική και λογιστική κατάσταση της επιχείρησης που τους απασχολεί, λαμβάνοντας υπόψη ότι η γνωστοποίηση συγκεκριμένων πληροφοριών που είναι δυνατόν να ζημιώσουν την επιχείρηση μπορεί να αποκλεισθεί ή να πραγματοποιηθεί εμπιστευτικά και

β. να ενημερώνονται στον κατάλληλο χρόνο για τις επικείμενες αποφάσεις οι οποίες πρόκειται να επηρεάσουν ουσιαστικά τα συμφέροντα των εργαζομένων και ειδικότερα για όσες έχουν σημαντικές συνέπειες για την κατάσταση της απασχόλησης στην επιχείρηση.

2. Τα Μέρη μπορούν να εξαιρέσουν από το πεδίο εφαρμογής της πρώτης παραγράφου του παρόντος άρθρου τις επιχειρήσεις οι οποίες απασχολούν λιγότερους εργαζόμενους από το όριο το οποίο καθορίζει η εθνική νομοθεσία ή πρακτική.

Άρθρο 3
Δικαίωμα συμμετοχής στον καθορισμό και τη βελτίωση των συνθηκών εργασίας και του εργασιακού περιβάλλοντος

1. Για την εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος των εργαζομένων να συμμετέχουν στον καθορισμό και τη βελτίωση των συνθηκών εργασίας και του εργασιακού περιβάλλοντος μέσα στην επιχείρηση, τα Μέρη δεσμεύονται να λάβουν ή να προωθήσουν μέτρα που να επιτρέπουν στους εργαζόμενους ή τους εκπροσώπους τους, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία και πρακτική, να συμβάλλουν:

α. στον καθορισμό και τη βελτίωση των συνθηκών εργασίας, της οργάνωσης της και του εργασιακού περιβάλλοντος

β. στην προστασία της υγείας και της ασφάλειας στους κόλπους της επιχείρησης

γ. στην οργάνωση των υπηρεσιών και των κοινωνικών και κοινωνικο - πολιτιστικών διευκολύνσεων της επιχείρησης

δ. στον έλεγχο εφαρμογής των ρυθμίσεων σ' αυτούς τους τομείς.

2. Τα Μέρη μπορούν να εξαιρέσουν από το πεδίο εφαρμογής της πρώτης παραγράφου του παρόντος άρθρου τις επιχειρήσεις οι οποίες απασχολούν λιγότερους εργαζόμενους από το όριο το οποίο καθορίζει η εθνική νομοθεσία ή πρακτική.

Άρθρο 4
Το δικαίωμα των ηλικιωμένων ατόμων σε κοινωνική προστασία

Για την εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος των ηλικιωμένων ατόμων σε κοινωνική προστασία, τα Μέρη δεσμεύονται να λάβουν ή να προωθήσουν, απευθείας ή σε συνεργασία με δημόσιους ή ιδιωτικούς οργανισμούς, τα κατάλληλα μέτρα που αποσκοπούν ιδίως:

1. στο να επιτρέπουν στα ηλικιωμένα άτομα να παραμείνουν, κατά το μεγαλύτερο δυνατό χρονικό διάστημα, ενεργά μέλη της κοινωνίας μέσω:

α. ικανοποιητικών εισοδημάτων που τους επιτρέπουν να διάγουν αξιοπρεπή ζωή και να συμμετέχουν ενεργά στη δημόσια, κοινωνική και πολιτιστική ζωή,

β. της διάδοσης πληροφοριών που αφορούν τις υπηρεσίες και τις διευκολύνσεις προς όφελος των ηλικιωμένων ατόμων και τις δυνατότητες γι' αυτούς να προσφεύγουν σε αυτές

2. στο να επιτρέπουν στα ηλικιωμένα άτομα να επιλέγουν ελεύθερα τον τρόπο ζωής τους και να διάγουν ανεξάρτητη ζωή μέσα στο σύνηθες περιβάλλον τους όσο καιρό το επιθυμούν και αυτό είναι δυνατόν μέσω:

α. της διάθεσης κατοικιών κατάλληλων για τις ανάγκες τους και για την κατάσταση της υγείας τους ή επαρκών επιδομάτων για τη διαμόρφωση της κατοικίας,

β. της υγειονομικής περίθαλψης και των υπηρεσιών που απαιτεί η κατάσταση τους

3. στο να εγγυώνται στα ηλικιωμένα άτομα που ζουν σε οίκους ευγηρίας την κατάλληλη βοήθεια με σεβασμό της ιδιωτικής τους ζωής, και τη συμμετοχή στη διαμόρφωση των συνθηκών ζωής μέσα στον οίκο ευγηρίας.

Μέρος III

Άρθρο 5
Δεσμεύσεις

1. Κάθε Μέρος δεσμεύεται:

α. να θεωρήσει το πρώτο μέρος του παρόντος Πρωτοκόλλου ως διακήρυξη που καθορίζει τους στόχους τους οποίους θα επιδιώξει να υλοποιήσει με όλα τα κατάλληλα μέσα, σύμφωνα με την εισαγωγική παράγραφο του μέρους αυτού

β. να δεσμευθεί από ένα ή περισσότερα άρθρα του δεύτερου μέρους του παρόντος Πρωτοκόλλου.

2. Το ή τα άρθρα που θα επιλεγούν σύμφωνα με τις διατάξεις του εδαφίου β' της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου θα γνωστοποιηθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης από το Συμβαλλόμενο Κράτος κατά το χρόνο κατάθεσης του οργάνου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

3. Κάθε Μέρος μπορεί οποτεδήποτε στη συνέχεια να δηλώσει, με γνωστοποίηση προς το Γενικό Γραμματέα, ότι δεσμεύεται από ένα άλλο άρθρο που περιλαμβάνεται στο μέρος II του παρόντος Πρωτοκόλλου, από το οποίο δεν είχε ήδη δεσμευθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της πρώτης παραγράφου του παρόντος άρθρου. Οι μεταγενέστερες αυτές δεσμεύσεις θεωρούνται αναπόσπαστο μέρος της επικύρωσης, της αποδοχής ή της έγκρισης και επιφέρουν τα ίδια αποτελέσματα την τριακοστή ημέρα από την ημερομηνία γνωστοποίησης.

Μέρος IV

Άρθρο 6
Έλεγχος εφαρμογής των δεσμεύσεων που έχουν αναληφθεί

Τα Μέρη υποβάλλουν εκθέσεις σχετικές με την εφαρμογή των διατάξεων του δεύτερου μέρους του παρόντος Πρωτοκόλλου από τις οποίες δεσμεύονται στο πλαίσιο των εκθέσεων που συντάσσονται κατά το άρθρο 21 του Χάρτη.

Μέρος V

Άρθρο 7
Θέση σε εφαρμογή των δεσμεύσεων που έχουν αναληφθεί

1. Οι σχετικές διατάξεις των άρθρων 1 έως 4 του μέρους II του παρόντος Πρωτοκόλλου μπορούν να τεθούν σε εφαρμογή, μέσω:

α. της νομοθεσίας ή κανονιστικών πράξεων

β. των συμβάσεων που συνάπτονται μεταξύ των εργοδοτών ή των οργανώσεων των εργοδοτών και των οργανώσεων των εργαζομένων

γ. του συνδυασμού των δύο παραπάνω μεθόδων ή

δ. με άλλα κατάλληλα μέσα.

2. Οι δεσμεύσεις που απορρέουν από τα άρθρα 2 και 3 του μέρους II του παρόντος Πρωτοκόλλου θα θεωρηθούν ως υλοποιημένες όταν οι σχετικές διατάξεις εφαρμοσθούν, στη μεγάλη πλειοψηφία των ενδιαφερομένων εργαζομένων, σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 8
Σχέσεις ανάμεσα στο Χάρτη και το παρόν Πρωτόκολλο

1. Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν θίγουν τις διατάξεις του Χάρτη.

2. Τα άρθρα 22 έως 32 και 36 του Χάρτη εφαρμόζονται mutatis mutandis, στο παρόν Πρωτόκολλο.

Άρθρο 9
Εδαφική εφαρμογή

1. Το παρόν Πρωτόκολλο εφαρμόζεται στα μητροπολιτικά εδάφη κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά την υπογραφή ή την κατάθεση του οργάνου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης του, να προσδιορίσει με έγγραφη δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης τα εδάφη που θεωρούνται ως μητροπολιτικά για το σκοπό αυτόν.

2. Κάθε Κράτος μπορεί κατά την επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση του Πρωτοκόλλου ή και μεταγενέστερα να δηλώσει, με έγγραφη ανακοίνωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, ότι το Πρωτόκολλο στο σύνολό του ή εν μέρει θα εφαρμοσθεί σε εκείνο ή εκείνα τα μη μητροπολιτικά εδάφη που αναφέρονται στη δήλωση και των οποίων εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις ή για τα οποία αναλαμβάνει τη διεθνή ευθύνη. Στη δήλωση αυτή θα προσδιορίζει τα άρθρα ή τις παραγράφους του μέρους II του παρόντος Πρωτοκόλλου που αποδέχεται ως υπο-

χρεωτικές σε σχέση με καθένα από τα καθοριζόμενα στη δήλωσή του εδάφη.

3. Το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ ως προς το έδαφος ή τα εδάφη τα οποία ορίζονται στη δήλωση της προηγούμενης παραγράφου την τριακοστή ημέρα από την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός Γραμματέας θα λάβει την ανακοίνωση της δήλωσης αυτής.

4. Κάθε Μέρος μπορεί, οποτεδήποτε μεταγενέστερα, με ανακοίνωση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να δηλώνει ότι αναφορικά με ένα η περισσότερα εδάφη στα οποία εφαρμόζεται ο Χάρτης, σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου αυτού, αποδέχεται ως υποχρεωτικό οποιοδήποτε άρθρο ή αριθμημένη παράγραφο που δεν είχε ήδη αποδεχθεί ως προς το έδαφος ή τα εδάφη αυτά. Οι μεταγενέστερες αυτές δεσμεύσεις θεωρούνται αναπόσπαστο τμήμα της αρχικής δήλωσης αναφορικά με το συγκεκριμένο έδαφος και επιφέρουν τα ίδια αποτελέσματα την τριακοστή ημέρα από την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός Γραμματεας λαμβάνει την ανακοίνωση της δήλωσης αυτής.

Άρθρο 10
Υπογραφή, επικύρωση, αποδοχή, έγκριση και έναρξη ισχύος

1. Το παρόν Πρωτόκολλο είναι ανοικτό για υπογραφή από τα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης τα οποία έχουν υπογράψει το Χάρτη. Υπόκειται σε επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση. Ένα Κράτος - Μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης δεν θα μπορεί να επικυρώσει, να αποδεχθεί ή να εγκρίνει το παρόν Πρωτόκολλο χωρίς να έχει συγχρόνως ή προηγουμένως επικυρώσει το Χάρτη. Τα όργανα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ την τριακοστή ημέρα από την ημερομηνία κατάθεσης του τρίτου οργάνου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

3. Για κάθε Κράτος που το υπέγραψε αλλά θα το επικυρώσει μεταγενέστερα, το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ την τριακοστή ημέρα από την ημερομηνία κατάθεσης του οργάνου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 11
Καταγγελία

1. Κανένα Μέρος δεν μπορεί να καταγγείλει το παρόν Πρωτόκολλο πριν από τη λήξη περιόδου πέντε ετών από την ημερομηνία κατά την οποία το Πρωτόκολλο τέθηκε σε ισχύ ως προς αυτό ή τη λήξη κάθε μεταγενέστερης περιόδου δύο ετών. Σε κάθε περίπτωση κοινοποιείται προειδοποίηση έξι μηνών στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης. Η καταγγελία δεν επιδρά στην ισχύ του Πρωτοκόλλου ως προς τα άλλα Μέρη, με την επιφύλαξη ότι ο αριθμός τους δεν θα είναι ποτέ μικρότερος από τρία.

2. Κάθε Μέρος μπορεί, σύμφωνα με τις διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου, να καταγγείλει κάθε άρθρο του μέρους II του παρόντος Πρωτοκόλλου που έχει αποδεχθεί, με την επιφύλαξη ότι ο αριθμός των άρθρων από τα οποία δεσμεύεται δεν θα είναι ποτέ μικρότερος του ενός.

3. Κάθε Μέρος μπορεί να καταγγείλει το παρόν Πρωτόκολλο ή κάθε άρθρο του μέρους II του Πρωτοκόλλου υπό τις προϋποθέσεις που προβλέπονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, σχετικά με το έδαφος στο οποίο εφαρμόζεται το Πρωτόκολλο δυνάμει της δήλωσης που έγινε σύμφωνα με τις παραγράφους 2 και 4 του άρθρου 9.

4. Κάθε Μέρος που δεσμεύεται από το Χάρτη και από το παρόν Πρωτόκολλο και το οποίο καταγγέλλει το Χάρτη σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1 του άρθρου 37 του τελευταίου, θεωρείται ότι καταγγέλλει συγχρόνως και το Πρωτόκολλο.

Άρθρο 12
Γνωστοποιήσεις

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης γνωστοποιεί στα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου και στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας:

α. κάθε υπογραφή

β. την κατάθεση κάθε οργάνου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης

γ. κάθε ημερομηνία θέσης σε ισχύ του παρόντος Πρωτοκόλλου σύμφωνα με τα άρθρα 9 και 10

δ. κάθε άλλη πράξη, κοινοποίηση ή ανακοίνωση που έχει σχέση με το παρόν Πρωτόκολλο.

Άρθρο 13
Παράρτημα

Το Παράρτημα του παρόντος Πρωτοκόλλου αποτελεί αναπόσπαστο μέρος του.

Σε πίστωση των παραπάνω οι παρακάτω υπογράφοντες, που είναι νόμιμα εξουσιοδοτημένοι γι' αυτό υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Στρασβούργο, στις 5 Μαΐου 1988, στη γαλλική και αγγλική γλώσσα, με τα δύο κείμενα να έχουν την ίδια ισχύ, σε ένα μόνο αντίτυπο που κατατίθεται στο αρχείο του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης κοινοποιεί κυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Κράτος - Μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΣΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Πεδίο εφαρμογής του Πρωτοκόλλου ως προς τα προστατευόμενα πρόσωπα

1. Στα άτομα που αναφέρονται στα άρθρα 1 ως 4 δεν περιλαμβάνονται οι αλλοδαποί, εκτός εάν είναι υπήκοοι άλλων Μερών και διαμένουν νόμιμα ή εργάζονται κανονικά στο έδαφος του ενδιαφερόμενου Μέρους, λαμβανομένου υπόψη ότι τα προαναφερόμενα άρθρα ερμηνεύονται υπό το πνεύμα των άρθρων 18 και 19 του Χάρτη.

Η παρούσα ερμηνεία δεν αποκλείει την επέκταση ανάλογων δικαιωμάτων σε άλλα πρόσωπα από οποιοδήποτε από τα Μέρη.

2. Κάθε Μέρος παρέχει στους πρόσφυγες που υπάγονται στον ορισμό της Σύμβασης της Γενεύης της 28ης Ιουλίου 1951 σχετικά με το καθεστώς των προσφύγων και του Πρωτοκόλλου της 31ης Ιανουαρίου 1967 και διαμένουν κανονικά στο έδαφός του, μεταχείριση

όσο το δυνατόν ευνοϊκότερη και σε κάθε περίπτωση όχι λιγότερο ευνοϊκή από εκείνη για την οποία έχει δεσμευθεί, δυνάμει αυτού του κειμένου, καθώς και όλων των διεθνών συμφωνιών που ισχύουν και εφαρμόζονται στους πρόσφυγες που προαναφέρονται.

3. Κάθε Μέρος παρέχει στους απάτριδες που υπάγονται στον ορισμό της Σύμβασης της Νέας Υόρκης της 28ης Σεπτεμβρίου 1954 σχετικά με το καθεστώς των απάτριδων και διαμένουν κανονικά στο εδαφός του, μεταχείριση όσο το δυνατόν ευνοϊκότερη και σε κάθε περίπτωση όχι λιγότερο ευνοϊκή από εκείνη για την οποία έχει δεσμευθεί, δυνάμει αυτού του κειμένου, καθώς και όλων των διεθνών συμφωνιών που ισχύουν και εφαρμόζονται στους απάτριδες που προαναφέρονται.

Άρθρο 1

Διευκρινίζεται ότι τα θέματα που αφορούν την κοινωνική ασφάλιση, καθώς και οι διατάξεις για τα επιδόματα ανεργίας, τα επιδόματα γήρατος και τα επιδόματα των επιζώντων μπορούν να εξαιρεθούν από το πεδίο εφαρμογής αυτού του άρθρου.

Άρθρο 1, παράγραφος 4

Η διάταξη αυτή δεν συνεπάγεται υποχρέωση για τα Μέρη να καθορίσουν μέσω της νομοθετικής ή της κανονιστικής οδού τον κατάλογο των επαγγελματικών δραστηριοτήτων, οι οποίες, εξαιτίας της φύσης ή των συνθηκών άσκησής τους, μπορούν να ασκηθούν από εργαζόμενους ορισμένου φύλου.

Άρθρα 2 και 3

1. Για την εφαρμογή αυτών των άρθρων, οι όροι "εκπρόσωποι των εργαζομένων" υποδεικνύουν τα άτομα που αναγνωρίζονται ως τέτοια από την εθνική νομοθεσία ή πρακτική.

2. Οι όροι "εθνική νομοθεσία και πρακτική" αφορούν, ανάλογα με την περίπτωση, εκτός από τους νόμους και τις κανονιστικές πράξεις, τις συλλογικές συμβάσεις, άλλες συμφωνίες μεταξύ των εργοδοτών και των εκπροσώπων των εργαζομένων, τις συνήθειες και τις σχετικές δικαστικές αποφάσεις.

3. Για την εφαρμογή αυτών των άρθρων, ο όρος "επιχείρηση" νοείται ως ένα σύνολο υλικών και άυλων στοιχείων, με ή χωρίς νομική προσωπικότητα, που ιδρύεται για την παραγωγή αγαθών ή για την παροχή υπηρεσιών, με σκοπό οικονομικό και διαθέτει εξουσία απόφασης σχετικά με τη συμπεριφορά του στην αγορά.

4. Διευκρινίζεται ότι οι θρησκευτικές κοινότητες και οι φορείς τους μπορούν να εξαιρεθούν από την εφαρμογή αυτών των άρθρων, ακόμη και όταν αυτοί οι φορείς είναι επιχειρήσεις υπό την έννοια της παραγράφου 3. Οι φορείς που αναπτύσσουν δραστηριότητες, οι οποίες εμπνέονται από συγκεκριμένα ιδεώδη ή καθοδηγούνται από συγκεκριμένες ηθικές και ιδεολογικές αντιλήψεις που προστατεύονται από την εθνική νομοθεσία, μπορούν να εξαιρεθούν από την εφαρμογή αυτών των άρθρων στο αναγκαίο μέτρο για την προστασία του προσανατολισμού της επιχείρησης.

5. Διευκρινίζεται ότι, όταν μέσα σε ένα Κράτος τα παρεχόμενα δικαιώματα που εξαγγέλλονται στα άρθρα 2 και 3 ασκούνται στις διάφορες εγκαταστάσεις της επιχείρησης, το ενδιαφερόμενο Μέρος θεωρείται ότι ικανοποιεί τις υποχρεώσεις που απορρέουν από αυτές τις διατάξεις.

Άρθρο 3

Αυτή η διάταξη δεν επηρεάζει τις εξουσίες και τις υποχρεώσεις των Κρατών όσον αφορά τη λήψη μέτρων για την υγιεινή και την ασφάλεια στους χώρους εργασίας, ούτε τις αρμοδιότητες και τις ευθύνες των οργάνων που είναι επιφορτισμένα με τον έλεγχο εφαρμογής των μέτρων αυτών.

Οι όροι "υπηρεσίες και κοινωνικές και κοινωνικο-πολιτιστικές διευκολύνσεις" αφορούν τις υπηρεσίες και διευκολύνσεις κοινωνικού και/ή πολιτιστικού χαρακτήρα που προσφέρουν συγκεκριμένες επιχειρήσεις στους εργαζόμενους, όπως κοινωνική βοήθεια, γήπεδα αθλητισμού, αίθουσες θηλασμού, βιβλιοθήκες, παιδικές κατασκηνώσεις κ.λπ..

Άρθρο 4, παράγραφος 1

Για την εφαρμογή αυτής της παραγράφου, η έκφραση "το μεγαλύτερο δυνατό χρονικό διάστημα" αναφέρεται στις φυσικές, ψυχολογικές και πνευματικές ικανότητες του ηλικιωμένου ατόμου.

Άρθρο 7

Διευκρινίζεται ότι οι εργαζόμενοι που εξαιρούνται σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 2 και την παράγραφο 2 του άρθρου 3 δεν λαμβάνονται υπόψη κατά τον προσδιορισμό του αριθμού των ενδιαφερομένων εργαζομένων.

Protocole additionnel a la Charte sociale europeenne

prevoyant un sytemede reclamations collectives

(Strasbourg, 9.XI.1995)

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Charte sociale européenne, ouverte à la signature à Turin le 18 octobre 1961 (ci-après dénommée «la Charte»);

Résolus à prendre de nouvelles mesures propres à améliorer la mise en œuvre effective des droits sociaux garantis par la Charte;

Considérant que ce but pourrait être atteint en particulier par l'établissement d'une procédure de réclamations collectives qui, entre autres, renforcerait la participation des partenaires sociaux et des organisations non gouvernementales,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Les Parties contractantes au présent Protocole reconnaissent aux organisations suivantes le droit de faire des réclamations alléguant une application non satisfaisante de la Charte:

a les organisations internationales d'employeurs et de travailleurs, visées au paragraphe 2 de l'article 27 de la Charte;

b les autres organisations internationales non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et inscrites sur la liste établie à cet effet par le Comité gouvernemental;

c les organisations nationales représentatives d'employeurs et de travailleurs relevant de la juridiction de la Partie contractante mise en cause par la réclamation.

Article 2

1 Tout Etat contractant peut, en outre, lorsqu'il exprime son consentement à être lié par le présent Protocole, conformément aux dispositions de l'article 13, ou à tout autre moment par la suite, déclarer reconnaître le droit de faire à son encontre des réclamations aux autres organisations nationales non gouvernementales représentatives relevant de sa juridiction et qui sont particulièrement qualifiées dans les matières régies par la Charte.

2 Ces déclarations peuvent être faites pour une durée déterminée.

3 Les déclarations sont remises au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui en transmet copies aux Parties contractantes, et qui en assure la publication.

Article 3

Les organisations internationales non gouvernementales et les organisations nationales non gouvernementales, mentionnées respectivement à l'article 1.b et à l'article 2, ne peuvent

présenter des réclamations selon la procédure prévue auxdits articles que dans les domaines pour lesquels elles ont été reconnues particulièrement qualifiées.

Article 4

La réclamation doit être présentée sous forme écrite, porter sur une disposition de la Charte acceptée par la Partie contractante mise en cause et indiquer dans quelle mesure cette dernière n'aurait pas assuré d'une manière satisfaisante l'application de cette disposition.

Article 5

Toute réclamation est adressée au Secrétaire Général qui en accuse réception, en informe la Partie contractante mise en cause et la transmet immédiatement au Comité d'experts indépendants.

Article 6

Le Comité d'experts indépendants peut demander à la Partie contractante mise en cause et à l'organisation auteur de la réclamation de lui soumettre par écrit, dans un délai qu'il aura fixé, des renseignements et des observations sur la recevabilité de la réclamation.

Article 7

1 S'il décide qu'une réclamation est recevable, le Comité d'experts indépendants en informe, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, les Parties contractantes à la Charte. Il demande à la Partie contractante mise en cause et à l'organisation auteur de la réclamation de lui soumettre par écrit, dans un délai qu'il aura fixé, toutes explications ou informations appropriées, et aux autres Parties contractantes au présent Protocole les observations qu'elles souhaiteraient lui transmettre dans le même délai.

2 Dans le cas où la réclamation est présentée par une organisation nationale d'employeurs ou de travailleurs, ou par une autre organisation non gouvernementale, nationale ou internationale, le Comité d'experts indépendants en informe, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, les organisations internationales d'employeurs ou de travailleurs visées au paragraphe 2 de l'article 27 de la Charte, en les invitant à formuler des observations dans un délai qu'il aura fixé.

3 Sur la base des explications, informations ou observations soumises en application des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, la Partie contractante mise en cause et l'organisation auteur de la réclamation peuvent soumettre par écrit tous renseignements ou observations supplémentaires dans un délai fixé par le Comité d'experts indépendants.

4 Dans le cadre de l'examen de la réclamation, le Comité d'experts indépendants peut organiser une audition avec les représentants des parties.

Article 8

1 Le Comité d'experts indépendants rédige un rapport dans lequel il décrit les mesures qu'il a prises pour examiner la réclamation et présente ses conclusions sur le point de savoir si la Partie contractante mise en cause a ou non assuré d'une manière satisfaisante l'application de la disposition de la Charte visée par la réclamation.

2 Le rapport est transmis au Comité des Ministres. Il est également communiqué à l'organisation qui a introduit la réclamation et aux Parties contractantes à la Charte, sans qu'elles aient la faculté de le publier.

Il est transmis à l'Assemblée parlementaire et rendu public en même temps que la résolution prévue à l'article 9 ou au plus tard dans un délai de quatre mois après sa transmission au Comité des Ministres.

Article 9

1 Sur la base du rapport du Comité d'experts indépendants, le Comité des Ministres adopte une résolution à la majorité des votants. En cas de constat, par le Comité d'experts indépendants, d'une application non satisfaisante de la Charte, le Comité des Ministres adopte, à la majorité des deux tiers des votants, une recommandation à l'adresse de la Partie contractante mise en cause. Dans les deux cas, seules les Parties contractantes à la Charte peuvent prendre part au vote.

2 A la demande de la Partie contractante mise en cause, le Comité des Ministres peut, lorsque le rapport du Comité d'experts indépendants soulève des questions nouvelles, décider à la majorité des deux tiers des Parties contractantes à la Charte de consulter le Comité gouvernemental.

Article 10

La Partie contractante mise en cause donnera des indications sur les mesures qu'elle aura prises pour donner effet à la recommandation du Comité des Ministres dans le prochain rapport qu'elle adressera au Secrétaire Général en application de l'article 21 de la Charte.

Article 11

Les articles 1 à 10 du présent Protocole s'appliquent aussi aux articles de la partie II du premier Protocole additionnel à la Charte, à l'égard des Etats parties à ce Protocole, dans la mesure où ces articles ont été acceptés.

Article 12

Les Etats parties au présent Protocole considèrent que le premier paragraphe de l'annexe à la Charte, relatif à la partie III, se lit ainsi :

«Il est entendu que la Charte contient des engagements juridiques de caractère international dont l'application est soumise au seul contrôle visé par la partie IV de la Charte et par les dispositions du présent Protocole.»

Article 13

1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Charte, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par :

a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ; ou

b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2 Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut exprimer son consentement à être lié par le présent Protocole sans avoir antérieurement ou simultanément ratifié la Charte.

3 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 14

1 Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle cinq Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par le Protocole, conformément aux dispositions de l'article 13.

2 Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par le Protocole, celui-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 15

1 Toute Partie contractante peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 16

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera à tous les Etats membres du Conseil :

a toute signature ;

b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

c la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à l'article 14 ;

d tout autre acte, notification ou déclaration ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 9 novembre 1995, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΣΤΟΝ ΕΥΡΩΠΑΙΚΟ ΚΟΙΝΩΝΙΚΟ ΧΑΡΤΗ ΠΟΥ ΠΡΟΒΛΕΠΕΙ ΜΗΧΑΝΙΣΜΟ ΣΥΛΛΟΓΙΚΩΝ ΑΝΑΦΟΡΩΝ

ΣΤΡΑΣΒΟΥΡΓΟ 9 Νοεμβρίου 1995

Τα ΚΡΑΤΗ - ΜΕΛΗ του Συμβουλίου της Ευρώπης τα οποία υπογράφουν το παρόν Πρωτόκολλο στον Ευρωπαϊκό Κοινωνικό Χάρτη, που υπογράφηκε στο Τορίνο στις 18 Οκτωβρίου 1981 (στο εξής "ο Χάρτης")

ΑΠΟΦΑΣΙΣΜΕΝΑ να λάβουν νέα ειδικά μέτρα για να βελτιώσουν την αποτελεσματική εφαρμογή των κοινωνικών δικαιωμάτων που εγγυάται ο Χάρτης

ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ ότι ο σκοπός αυτός μπορεί να επιτευχθεί ιδίως με την εγκαθίδρυση διαδικασίας συλλογικών αναφορών, η οποία, εκτός των άλλων, θα ενισχύσει τη συμμετοχή των κοινωνικών εταίρων και των μη κυβερνητικών οργανώσεων,

ΣΥΜΦΩΝΟΥΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

Άρθρο 1

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη στο παρόν Πρωτόκολλο αναγνωρίζουν στις ακόλουθες οργανώσεις το δικαίωμα να υποβάλλουν αναφορές ισχυριζόμενες τη μη ικανοποιητική εφαρμογή του Χάρτη:

α) στις διεθνείς οργανώσεις των εργοδοτών και των εργαζομένων που αναφέρονται στην παράγραφο 2 του άρθρου 27 του Χάρτη

β) στις άλλες διεθνείς μη κυβερνητικές οργανώσεις που έχουν συμβουλευτικό καθεστώς στο Συμβούλιο της Ευρώπης και είναι εγγεγραμμένες στον κατάλογο που συντάσσεται για το σκοπό αυτόν από την Κυβερνητική Επιτροπή

γ) στις εθνικές αντιπροσωπευτικές οργανώσεις των εργοδοτών και των εργαζομένων που υπάγονται στη δικαιοδοσία του Συμβαλλόμενου Μέρους το οποίο αφορά η αναφορά.

Άρθρο 2

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, εξάλλου, κατά τη στιγμή που εκφράζει τη συναίνεση του, να δεσμευθεί από το παρόν Πρωτόκολλο σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 13 ή και μεταγενέστερα να δηλώσει ότι αναγνωρίζει το δικαίωμα υποβολής αναφορών σε άλλες εθνικές μη κυβερνητικές οργανώσεις που υπάγονται στη δικαιοδοσία του, οι οποίες είναι αντιπροσωπευτικές και ιδιαίτερα αρμόδιες στα θέματα που ρυθμίζει ο Χάρτης.

2. Αυτές οι δηλώσεις μπορούν να διατυπωθούν για καθορισμένη διάρκεια.

3. Οι δηλώσεις απευθύνονται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, ο οποίος διαβιβάζει αντίγραφά τους στα Συμβαλλόμενα Μέρη και εξασφαλίζει τη δημοσίευση τους.

Άρθρο 3

Οι διεθνείς και οι εθνικές μη κυβερνητικές οργανώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 1β και στο άρθρο 2 αντίστοιχα, δεν μπορούν να υποβάλλουν αναφορές σύμφωνα με την προβλεπόμενη διαδικασία σ' αυτά τα άρθρα, παρά μόνο στους τομείς στους οποίους έχουν αναγνωρισθεί ως ιδιαίτερα αρμόδιες.

Άρθρο 4

Η αναφορά πρέπει να υποβληθεί εγγράφως, να αφορά διάταξη του Χάρτη την οποία έχει αποδεχθεί το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος και να επισημαίνει σε ποιο βαθμό το τελευταίο δεν εξασφάλισε με ικανοποιητικό τρόπο την εφαρμογή αυτής της διάταξης.

Άρθρο 5

Όλες οι αναφορές απευθύνονται στο Γενικό Γραμματέα, ο οποίος πιστοποιεί την παραλαβή τους, ενημερώνει το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος και τις διαβιβάζει αμέσως στην Επιτροπή ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων.

Άρθρο 6

Η Επιτροπή ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων μπορεί να ζητήσει από το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος και την οργάνωση που συνέταξε την αναφορά να της υποβάλει εγγράφως, εντός συγκεκριμένης προθεσμίας, πληροφορίες και παρατηρήσεις για το παραδεκτό της αναφοράς.

Άρθρο 7

1. Εάν αποφασίσει ότι η αναφορά είναι παραδεκτή η Επιτροπή ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων ενημερώνει μέσω του Γενικού Γραμματέα, τα Συμβαλλόμενα Μέρη στο Χάρτη. Ζητά από το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος και την οργάνωση που συνέταξε την αναφορά να της υποβάλουν εγγράφως, εντός της συγκεκριμένης προθεσμίας, όλες τις κατάλληλες εξηγήσεις ή πληροφορίες και από τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη στο παρόν Πρωτόκολλο ζητά τις παρατηρήσεις που επιθυμούν να της διαβιβάσουν εντός της ίδιας προθεσμίας.

2. Στην περίπτωση που η αναφορά υποβάλλεται από εθνική οργάνωση εργοδοτών ή εργαζομένων ή από μια άλλη μη κυβερνητική οργάνωση, εθνική ή διεθνή, η Επιτροπή ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων πληροφορεί μέσω του Γενικού Γραμματέα τις διεθνείς οργανώσεις εργοδοτών ή εργαζομένων που αναφέρει η παράγραφος 2 του άρθρου 27 του Χάρτη καλώντας τες να διατυπώσουν παρατηρήσεις εντός συγκεκριμένης προθεσμίας.

3. Με βάση τις εξηγήσεις, πληροφορίες ή παρατηρήσεις που υποβλήθηκαν σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2, το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος και η οργάνωση που συνέταξε την αναφορά μπορούν να υποβάλουν εγγράφως συμπληρωματικές πληροφορίες ή παρατηρήσεις εντός της προθεσμίας που θα καθορίσει η Επιτροπή ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων.

4. Στο πλαίσιο της εξέτασης της αναφοράς, η Επιτροπή ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων μπορεί να οργανώσει ακρόαση με τους εκπροσώπους των Μερών.

Άρθρο 8

1. Η Επιτροπή ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων συντάσσει έκθεση στην οποία περιγράφει τα μέτρα που έχει λάβει για την εξέταση της αναφοράς και διατυπώνει

τα συμπεράσματά της για το κατά πόσον το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος έχει εξασφαλίσει κατά τρόπο ικανοποιητικό την εφαρμογή της σχετικής διάταξης του Χάρτη.

2. Η Έκθεση διαβιβάζεται στην Επιτροπή Υπουργών. Γνωστοποιείται επίσης στην οργάνωση που υπέβαλε την αναφορα και στα Συμβαλλόμενα Μέρη στο Χάρτη, χωρίς να έχουν τη δυνατότητα να τη δημοσιεύσουν.

Η Έκθεση διαβιβάζεται στην Κοινοβουλευτική Συνέλευση και δίδεται στη δημοσιότητα ταυτόχρονα με το ψήφισμα που προβλέπεται στο άρθρο 9 ή το αργότερο εντός προθεσμίας τεσσάρων μηνών από την υποβολή της στην Επιτροπή Υπουργών.

Άρθρο 9

1. Με βαση την έκθεση της Επιτροπης ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων, η Επιτροπή Υπουργών υιοθετεί ψήφισμα με πλειοψηφία των ψηφιζόντων. Σε περίπτωση διαπιστωσης από την Επιτροπη ανεξάρτητων εμπειρογνωμονων μη ικανοποιητικης εφαρμογής του Χάρτη, η Επιτροπη Υπουργών υιοθετει συσταση προς το ενδιαφερόμενο Μέρος, με πλειοψηφια δυο τρίτων των ψηφιζόντων. Και στις δυο περιπτωσεις μόνο τα Συμβαλλόμενα Μερη στο Χάρτη μπορούν να λάβουν μέρος στην ψηφοφορία.

2. Με αίτημα του ενδιαφερόμενου Συμβαλλόμενου Μερους, η Επιτροπή Υπουργών μπορεί, εφόσον από την εκθεση της Επιτροπης ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων ανακύπτουν νέα ερωτήματα, να αποφασίσει, με πλειοψηφία δυο τρίτων των Συμβαλλόμενων Μερών στο Χάρτη, να συμβουλευθεί την Κυβερνητική Επιτροπή.

Άρθρο 10

Το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος θα παρουσιασει στοιχεια σχετικα με τα μετρα που θα έχει λαβει για την εφαρμογή της συστασης της Επιτροπής Υπουργών στην προσεχη έκθεση που θα υποβαλει στο Γενικό Γραμματέα κατά το άρθρο 21 του Χαρτη.

Άρθρο 11

Τα αρθρα 1 ως 10 του παρόντος Πρωτοκόλλου εφαρμόζονται επισης όσον αφορα τα άρθρα του μέρους II του πρωτου Προσθετου Πρωτοκόλλου στο Χάρτη σε σχέση με τα Κράτη Μέρη αυτού του Πρωτοκόλλου, στο μέτρο που τα αρθρα αυτα έχουν γινει αποδεκτά

Άρθρο 12

Τα Κρατη Μερη στο παρόν Πρωτόκολλο συμφωνούν ότι η πρώτη παράγραφος του Παραρτηματος στο Χαρτη, σχετικά με το μέρος III, διαμορφώνεται ως εξής:

"Διευκρινίζεται ότι ο Χάρτης εμπεριέχει νομικές δεσμεύσεις διεθνούς χαρακτηρα, η εφαρμογή των οποιων υποβάλλεται στον αποκλειστικό ελεγχο που αναφέρεται στο μέρος IV του Χαρτη και στις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου."

Άρθρο 13

1. Το παρον Πρωτόκολλο είναι ανοικτό για υπογραφή από τα Κρατη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρωπης που έχουν υπογράψει το Χαρτη, τα οποία μπορούν να εκφράσουν τη συναίνεσή τους να δεσμευθούν μέσω:

α) της υπογραφής χωρίς επιφυλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή

β) της υπογραφής με επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης που ακολουθείται από επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση.

2. Ένα Κράτος - Μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης δεν μπορεί να εκφράσει τη συναίνεσή του να δεσμευθεί από το παρόν Πρωτόκολλο χωρίς να έχει προηγουμένως ή ταυτόχρονα επικυρώσει το Χάρτη.

3. Τα οργανα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλιου της Ευρώπης.

Άρθρο 14

1. Το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθει σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθει τη λήξη περιόδου ενος μηνός από την ημερομηνία κατά την οποία πέντε Κράτη-Μέλη του Συμβουλιου της Ευρώπης θα εχουν εκφράσει τη συναίνεση τους να δεσμευθουν απο το Πρωτόκολλο, συμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 13.

2. Για κάθε Κράτος-Μελος που θα εκφράσει αργότερα τη συναίνεση του να δεσμευθεί απο το Πρωτοκολλο, το τελευταίο θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη περιοδου ενός μηνός απο την ημερομηνία καταθεσης του οργάνου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 15

1. Καθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, οποτεδήποτε, να καταγγείλει το παρόν Πρωτόκολλο απευθύνοντας γνωστοποίηση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελια θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη περιόδου δωδεκα μηνών από την ημερομηνια παραλαβής της γνωστοποιησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 16

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης γνωστοποιεί σε όλα τα Κρατη - Μέλη του Συμβουλίου

α) κάθε υπογραφή

β) την καταθεση κάθε οργάνου επικύρωσης, αποδοχης ή εγκρισης

γ) την ημερομηνία θεσης σε ισχύ του παρόντος Πρωτοκόλλου σύμφωνα με το άρθρο 14

δ) κάθε άλλη πράξη, γνωστοποίηση ή δήλωση που εχει σχέση με το παρόν Πρωτόκολλο.

Σε πιστωση των παραπάνω, οι παρακάτω υπογραφοντες, που είναι νόμιμα εξουσιοδοτημένοι γι αυτο υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Στρασβούργο, στις 9 Νοεμβρίου 1995, στη γαλλική και αγγλικη γλώσσα, με τα δυο κειμενα να έχουν την ίδια ισχύ, σε ένα μόνο αντίτυπο που κατατίθεται στο αρχείο του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικος Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης κοινοποιεί κυρωμένο αντιγραφο σε κάθε Κρατος - Μελος του Συμβουλιου της Ευρώπης.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, του Πρόσθετου Πρωτοκόλλου στον Ευρωπαϊκό Κοινωνικό Χάρτη (1988) που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 10 παρ. 3 αυτού και του Πρόσθετου Πρωτοκόλλου στον Ευρωπαϊκό Κοινωνικό Χάρτη που προβλέπει Μηχανισμό Συλλογικών Αναφορών (1995) από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 14 αυτού.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 20 Μαρτίου 1998

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΜΙΛΤ. ΠΑΠΑΪΩΑΝΝΟΥ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ
ΚΩΝΣΤ. ΓΕΙΤΟΝΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 23 Μαρτίου 1998

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ